

Le représentant de la Suisse  
au Fonds monétaire international  
et à la Banque mondiale

Washington, 2.9.1992

Communication aux Ambassades de Suisse dans les pays du Groupe des Dix

Question du siège suisse dans les conseils d'administration du Fonds monétaire et de la Banque mondiale.

Monsieur l'Ambassadeur,

Lundi 24 août, la Suisse a publié la liste des pays qui se sont engagés à former un groupe de vote avec elle pour l'élection des membres des conseils d'administration de ces institutions, qui aura lieu le 23 septembre durant l'Assemblée annuelle. Il s'agit de la Pologne, de l'Azerbaïdjan, du Kirgistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan (pays où des troubles sérieux viennent d'ailleurs de se produire). Même sans ce dernier pays, la Suisse disposerait d'un poids de vote suffisant pour élire un administrateur (executive director) dans chacun des deux conseils.

Dès la constitution de ce groupe de vote il est devenu clair pour tous les intéressés qu'il n'y avait pratiquement que deux options qui restaient ouvertes:

- le démembrement du groupe constitué par la Suisse: des pressions pourraient peut-être être exercées sur la Pologne pour la convaincre de retourner dans le groupe italien où elle est condamnée à jouer les Cendrillon.
- la création d'un 24ème siège dans les conseils d'administration des deux institutions accompagnée d'une décision destinée à sauver la face du Trésor des Etats-Unis fortement opposé à l'élargissement de ces organes. (Il s'agirait par exemple de créer un comité chargé d'examiner la structure des conseils d'administration).

L'affaire revêt un caractère d'urgence. Si elle n'était pas réglée avant l'Assemblée annuelle qui débute dans la semaine du 20 septembre elle créerait une situation de crise dans cette enceinte puisqu'il y aurait plus de candidats que de sièges.

Les suppléants du G-7 ont eu un premier échange de vues à ce sujet à Paris à la fin de la semaine dernière. Elle est restée sans conclusion mais il semble que l'on y a surtout évoqué la première option. Une seconde discussion des suppléants du G-7 aura lieu la semaine prochaine en marge de la réunion du WP-3 de l'OCDE et des suppléants du G-10.



2

Nous avons de bonnes raisons de penser que la deuxième option finira par s'imposer si nous parvenons à éviter un éclatement de notre groupe ou en d'autres termes une défection de la Pologne qui est notre plus important partenaire.

Nous nous y employons avec tous les moyens disponibles sachant que les jours qui viennent seront décisifs.

Il ressort de ce qui précède que dans vos contacts avec vos interlocuteurs habituels vous devriez éviter absolument d'évoquer d'éventuelles solutions de repli que la Suisse pourrait prendre, ou si de telles solutions sont évoquées devant vous, il convient de préciser fermement qu'elles n'entrent pas en ligne de compte pour les autorités suisses.

En effet, si vous acceptez de parler de solutions de repli, les autorités polonaises en seront immédiatement informées et l'on parviendra facilement à les convaincre que les Suisses s'approprient à les laisser tomber. D'autre part, cela encouragera les autorités de votre pays de résidence à pousser vers la première option.

Vous vous demandez sans doute pourquoi Berne fait preuve en l'occurrence d'un acharnement qui suscite des critiques même dans la presse suisse. La réponse est que ces institutions n'offrent pas de possibilité de rattrapage: les expériences cuisantes faites par plusieurs pays montrent que celui qui n'arrive pas du premier coup à ses fins et qui accepte un strapontin ne parvient plus jamais à s'approcher de la table. Etant donné le niveau élevé de sa quote-part, qui la place au quatorzième rang parmi les pays membres, la Suisse a payé pour un siège. L'intérêt essentiel de l'adhésion pour un pays créancier est d'être en prise directe sur la politique des institutions.

Quant à la Pologne, qui avait été acceptée à contre-cœur dans le groupe dirigé par l'Italie et qui avait dû s'engager par écrit à renoncer à tout poste de responsabilité dans le bureau du groupe italien, il est légitime qu'elle puisse profiter de la création d'un nouveau groupe pour améliorer sa position.

La création d'un nouveau siège ne va pas sans tensions. Ces tensions sont moins à imputer à la Suisse, qui demande simplement à pouvoir faire usage de ses droits statutaires, qu'au Trésor des Etats-Unis qui s'oppose jusqu'ici, sans arguments convaincants, à la création d'un 24ème siège, alors que plus de vingt pays ont adhéré cette année au Fonds et à la Banque.

Les autorités suisses se sont certes engagées à ne pas enlever un siège aux pays en développement. Nous sommes convaincus que les Institutions de Bretton Woods et leurs principaux actionnaires auront la sagesse d'éviter une crise d'une gravité telle que la Suisse devrait honorer cette promesse.

D. Kaeser



Original: La 10

Kopie: brf ke sfr kt sru si sin mer gi wok fmd

02/09/92

17:26

AMBASSADE SUISSE WASHINGTON

NO.110

P001/004

s.c.41.103.2. (22)

SCHWEIZERISCHE BOTSCHAFT - AMBASSADE DE SUISSE  
 AMBASCIATA DELLA SVIZZERA - AMBASCHADA DA LA SVIZRA  
 WASHINGTON

FAX (202) 387 25 64 - TEL (202) 745 79 00

**CHIFFRE**

NUR FÜR INTERNEN GEBRAUCH  
 POUR USAGE INTERNE UNIQUEMENT

TELEFAX fürs EDADeckblatt

Ort

Datum und Zeit

Priorität

Normal Urgent Flash

Washington, den

2. September 1992

Anzahl Seiten, inkl. Deckblatt: ...4...

offen

chiffriert

Klassifikation:

Ref.: 532.441 - KN

Nr.:

335

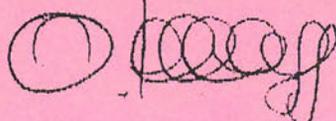
Empfänger und Text:für EDA - Telegrammdienst, mit Bitte um Verteilung an:

- EFD - EFV, Staatssekretär U. Gygi (fax)
- EDA - FuW, Minister A. Lautenberg

Beiliegende Notiz von Herrn VD Kaeser haben wir heute an unsere Botschaften der G-10 plus einige weitere Posten gemäss dem Verteiler auf Blatt 2 gesandt.

Mit freundlichen Grüßen

DER SCHWEIZERISCHE GESCHAESTRAEGER A.I.



i.A. Oscar Knapp

SCHWEIZERISCHE BOTSCHAFT - AMBASSADE DE SUISSE  
AMBASCIATA DELLA SVIZZERA - AMBASCHADA DA LA SVIZRA  
WASHINGTON

FAX (202) 387 25 64 - TEL (202) 745 79 60

TELEFAX CHIFFRE

Washington, den 2. September 1992 - 15:31 Uhr

**Empfänger:**

Schweizerische Botschaften in

- Bonn
- Brüssel
- Den Haag
- London
- Ottawa
- Paris
- Rom
- Stockholm
- Tokio

Kopie direkt gesandt an:

- Mission Brüssel
- Delegation OECD
- Schweizerische Botschaften in Brasilia,  
Madrid, ~~Moskau~~, Warschau

Ref. KN / bwi-ch39.fax

Seite 1 von 3 Seiten

INSTITUTIONEN VON BRETTON WOODS - SCHWEIZER EINSITZNAHME  
IN DEN EXEKUTIVRÄTEN DES IWF UND DER WELTBANK

In der Beilage erhalten Sie eine Notiz von VD D. Kaeser, Repräsentant der Schweiz beim IWF und der Weltbank, zum Stand der Diskussion um unseren Sitz in den Verwaltungsräten der eingangs erwähnten Organisationen.

Die darin enthaltenen Angaben können Ihnen als Grundlage für Ihr Verhalten gegenüber Ihren Gesprächspartnern dienen.

DER SCHWEIZERISCHE GESCHAFTSTRAEGER a.i.



Christian Blickenstorfer